



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Acheteur public : [Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire](#)

Affaire suivie par : [Bureau de la commande publique et des achats](#)

Cahier des clauses administratives particulières commun aux deux lots

Numéro de la consultation : [SRH-2024-061](#)

Objet de la consultation : [Prestations de soutien psychologique individuel et collectif et de conseils et d'accompagnement dans le cadre d'un dispositif de prévention des risques psychosociaux \(RPS\)](#)

Type de contrat : [Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire](#)

Date limite de remise des offres : [07/05/2025 - 12:00](#)

CCAG de référence : [CCAG-PI \(version du 30 mars 2021\)](#)

Table des matières

Article 1 - ACHETEUR	3
Article 2 - OBJET DE L'ACCORD CADRE	4
Article 3 - ALLOTISSEMENT	4
Article 4 - FORME DE L'ACCORD CADRE.....	4
Article 5 - DUREE DE L'ACCORD CADRE	5
Article 6 - PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE	5
Article 7 - LIEUX D'EXECUTION.....	6
Article 8 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
Article 9 - MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES	6
Article 10 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	7
10.1 Représentation des parties	7
10.1.1 Représentation de l'acheteur.....	7
10.1.2 Représentation du titulaire	7
10.2 Conditions d'exécution	7
10.2.1 Mise en place de l'équipe technique	7
10.2.2 Remplacement des intervenants.....	7
10.2.3 Délais d'exécution	8
10.2.4 Émission des bons de commande	8
10.2.5 Les exigences relatives aux prestations.....	9
10.3 Obligations du titulaire.....	10
10.3.1 Obligation de conseil.....	10
10.3.2 Obligation d'information	10
10.3.3 Obligations de confidentialité	10
10.3.4 Mesures de sécurité.....	10
10.3.5 Exécution d'une mission de service public.....	10
10.3.6 Responsabilité du titulaire	11
10.4 Considérations sociales	11
10.5 Considérations environnementales	13
10.6 Traitement de données à caractère personnel	15
10.7 Pilotage des prestations	19
10.8 Echange(s) et relecture des livrables.....	19
10.9 Constatation de l'exécution des prestations et admission.....	19
10.9.1 Contrôle.....	19
10.9.2 Opérations de vérification.....	19
10.9.3 Décision après vérifications	19
10.9.4 Arrêt de l'exécution des prestations	19
10.10 Garanties.....	20
10.11 Clause de réexamen.....	20
10.12 Pénalités.....	20
10.12.1 Pénalités de retard	20
10.12.2 Pénalités liées à l'exécution de l'accord-cadre	22
10.12.3 Plafonnement des pénalités de retard.....	22

10.12.4 Seuil d'exonération des pénalités.....	23
Article 11 - REGIME FINANCIER.....	23
11.1 Forme et contenu des prix.....	23
11.2 Variation des prix.....	23
11.3 Avances.....	24
11.4 Modalités financières.....	25
11.4.1 Répartition des paiements.....	25
11.4.2 Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s).....	25
11.4.3 Intérêts moratoires.....	26
11.5 Modalités de facturation.....	26
11.5.1 Mentions obligatoires.....	26
11.5.2 Taux de TVA.....	27
11.5.3 Monnaie.....	27
11.5.4 Suivi financier de l'accord-cadre.....	27
11.5.5 Modifications financières pour circonstances imprévisibles.....	27
11.5.6 Transmission des factures.....	28
Article 12 - DISPOSITIONS DIVERSES.....	30
12.1 Forme des notifications et des informations.....	30
12.2 Langue.....	30
12.3 Sous-traitance.....	30
12.4 Assurances.....	31
12.5 Autres obligations administratives.....	31
12.6 Résiliation.....	32
12.7 Exécution aux frais et risques du titulaire.....	33
12.8 Différends.....	33
12.9 Litiges et contentieux.....	33
Article 13 - DEROGATIONS AU CCAG.....	33

Article 1 - ACHETEUR

La procédure est portée par le Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire.
Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire (MASA),
Service des Ressources Humaines
78 rue de Varenne
75349 Paris 07 SP
Siret : 11007001800012

Il est représenté par Monsieur Xavier Maire, Chef du Services des Ressources Humaines, nommé par arrêté du 21 septembre 2023 portant renouvellement des fonctions en administration centrale (JORF du 24/09/2023) ou son représentant.

Le MASA agit en tant que coordonnateur d'un groupement de commandes comprenant également l'institut national de l'origine et de la qualité (INAO), l'établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer), le centre national de la propriété forestière (CNPf), et l'institut français du cheval et de l'équitation (IFCE).

Article 2 - OBJET DE L'ACCORD CADRE

L'accord-cadre a pour objet d'assurer :

- des prestations de soutien psychologique individuel et collectif dans le cadre d'un dispositif de prévention des risques psychosociaux (lot n°1).
- des prestations de conseil et d'accompagnement des managers et des acteurs de la prévention en cas de risques psychosociaux (lot n°2).

Code(s) CPV de la consultation :

Lots 1 et 2: 85121270 Services prestés par les psychiatres ou les psychologues

Article 3 - ALLOTISSEMENT

Le présent accord-cadre est constitué de deux lots:

- **Lot 1** : prestations de soutien psychologique individuel et collectif dans le cadre d'un dispositif de prévention des risques psychosociaux ;

- **Lot 2** : prestations de conseil et d'accompagnement des managers et des acteurs de la prévention en cas de risques psychosociaux

Les bénéficiaires des lots sont identifiés dans le cahier des clauses techniques particulières de chaque lot.

Article 4 - FORME DE L'ACCORD CADRE

L'accord cadre se compose de deux lots qui s'exécutent par l'émission de bons de commande. Chaque membre du groupement émet ses propres bons de commande pour les besoins de son périmètre. Aucun marché subséquent n'est prévu. Chaque lot est mono-attributaire.

L'accord-cadre ne comporte pas de tranches.

L'accord-cadre est conclu :

Pour le lot 1 :

- sans minimum, avec un maximum de 1 200 000 € HT pour toute la durée de l'accord-cadre, reconductions potentielles incluses

Pour le lot 2 :

- sans minimum, avec un maximum de 1 000 000 € HT pour toute la durée de l'accord-cadre, reconductions potentielles incluses

Article 5 - DUREE DE L'ACCORD CADRE

Chaque lot est conclu pour une durée ferme de deux (2) ans.

La durée de chaque lot court à compter du 29 juin 2025 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure.

Chaque lot est reconductible deux (2) fois. Les reconductions se font tacitement pour une durée d'un an.

En cas de non-reconduction, l'acheteur, coordonnateur du groupement de commande, notifie sa décision de non-reconduction 1 mois avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre.

Article 6 - PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE

<input checked="" type="checkbox"/> Services centraux	<input checked="" type="checkbox"/> Services déconcentrés	<input checked="" type="checkbox"/> Établissements publics
--	--	---

Cet accord-cadre vise à répondre au besoin de plusieurs administrations réunies dans le cadre d'un groupement de commandes.

- Le Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire : l'accord-cadre est destiné à l'ensemble de ses structures l'administration centrale (AC), les directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF), les directions de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DAAF) des départements ultramarins, les directions départementales des territoires (et de la mer) (DDT(M)), les directions départementales de la protection des populations (DDPP), les directions départementales de l'emploi, du travail, de la solidarité et de la protection des populations (DDETS-PP), les établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle adulte (EPLEFPA), des établissements d'enseignement supérieur, vétérinaires et agricoles, situés sur le territoire français (métropole et outre-mer).
- L'Institut national de l'origine et de la qualité (INAO) ;
- L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) ;
- Le Centre national de la propriété forestière (CNPF) ;

- L'Institut français du cheval et de l'équitation (IFCE) ;

Article 7 - LIEUX D'EXECUTION

Pour les consultations se déroulant en face à face (lot 1), le prestataire donne rendez-vous à l'agent dans un cabinet situé à proximité de son lieu de travail ou de son domicile. Ces consultations peuvent avoir lieu sur l'ensemble du territoire français (départements et communautés d'outre-mer compris). Pour une intervention au sein d'une structure (lot 2), le prestataire pourra être amené à se déplacer sur l'ensemble du territoire français (départements et communautés d'outre-mer compris).

Pour le Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, les réunions, groupes de travail, et restitutions, auront lieu à Paris dans les locaux du ministère, principalement au 78 rue de Varenne, 75007 Paris.

Article 8 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

L'accord cadre est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- Pour chaque lot, l'acte d'engagement et son annexe financière : le bordereau des prix unitaires
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à chaque lot ;
- Pour chaque lot, le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) qui lui est spécifique ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique et financière du titulaire ;
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- Les bons de commande émis lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Article 9 - MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES

L'acheteur peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

10.1 Représentation des parties

10.1.1 Représentation de l'acheteur

Dès la notification, le coordonnateur ainsi que chaque membre de la convention de groupement de commande désignent une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution des lots. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

L'acheteur ainsi que chaque membre de la convention de groupement de commande notifie toute modification de(s) interlocuteur(s) désignés au titulaire.

10.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés par dérogation au CCAG de référence, dans l'offre du titulaire.

Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

10.2 Conditions d'exécution

10.2.1 Mise en place de l'équipe technique

Le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée du marché public, des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée au projet (représentant du titulaire et son équipe) laquelle figure dans son offre technique.

10.2.2 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le coordonnateur ainsi que chaque membre du groupement de commande se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de la partie à la convention concernée. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans les délais de 15 jours calendaires à compter de la demande ou de la proposition de remplacement. Le remplaçant doit avoir le niveau minimum de qualification défini au CCTP : Master 2 en Psychologie clinique. Le titulaire enverra la copie du diplôme de l'intervenant nouvellement chargé des prestations de l'accord-cadre.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

10.2.3 Délais d'exécution

Les délais d'exécution fixés dans les CCTP correspondants à chaque lot.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au CCAG de référence.

10.2.4 Émission des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

Notamment, en cas de commandes transmises par messagerie, le titulaire doit systématiquement envoyer par retour de mail un accusé de réception de la commande.

La signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

Chaque membre du groupement adresse au titulaire ses besoins pour lui permettre d'établir des devis.

Les devis sont établis sur la base du bordereau des prix unitaires du marché.

Le devis sera transmis par mail aux adresses communiquées par l'acheteur dans le délai fixé de 7 jours calendaires suivant la demande de l'acheteur.

Le devis devra préciser les unités d'œuvre du bordereau de prix unitaires utilisées, les quantités et les prix unitaires. Le devis ne saurait lier l'acheteur qui demeure libre de ne pas y donner suite. Si l'acheteur accepte le devis du titulaire, il formalisera sa commande par l'envoi d'un bon de commande.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date fixée dans le bon de commande.

Chaque bon de commande avec ses éventuelles annexes, précise notamment :

- le numéro et la date du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture)
- les coordonnées du bénéficiaire (SIRET, ...)
- la date d'émission du bon de commande
- le numéro de l'accord-cadre (SRH-2024-061)
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la désignation et la quantité des prestations commandées
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC)
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande
- la référence au devis

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution, ou définit avec le titulaire une nouvelle date d'exécution.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 3 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

Dans le cadre de l'exécution du marché, chaque membre du groupement est responsable de la passation de ses bons de commande.

10.2.5 Les exigences relatives aux prestations

Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut-être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

10.3 Obligations du titulaire

10.3.1 Obligation de conseil

Les titulaires des lots sont tenus à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

10.3.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

10.3.3 Obligations de confidentialité

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution des prestations, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire entraîne la résiliation du marché aux torts du titulaire.

10.3.4 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

10.3.5 Exécution d'une mission de service public

Le titulaire veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses lors des consultations ou lors des interventions sur site. Les salariés du titulaire traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire veille à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution de l'accord-cadre s'assure du respect de ces obligations.

Lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces principes, il encourt une pénalité de 1000 € par manquement constaté.

10.3.6 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

10.4 Considérations sociales

Le titulaire s'engage à réaliser une action de formation d'un ou plusieurs élèves de 16 à 25 ans suivi(s) par un référent de l'Education nationale :

- Soit en situation de décrochage scolaire (article L.122-2 du code de l'éducation)
- Soit soumis à l'obligation de formation (article L.114-1 et R.114-1 du code de l'éducation)

En tant que condition d'exécution du présent marché prenant en compte des considérations sociales, en application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, la clause sociale de formation sous statut scolaire doit être liée à l'objet du marché. Les activités proposées par le titulaire dans la « fiche entreprise » doivent impérativement respecter cette exigence.

Le volume horaire minimal exigé est de 300 heures, à réaliser pendant la durée d'exécution du marché (période ferme et périodes de reconduction comprises). Néanmoins, le titulaire peut dépasser le volume horaire s'il le souhaite.

A l'initiative de l'acteur de l'Education nationale, le volume horaire de clause sociale de formation sous statut scolaire prévu au présent marché peut être divisé pour donner lieu à plusieurs stages au bénéfice de plusieurs élèves à besoins spécifiques.

Le titulaire doit alors produire une fiche entreprise complétée pour chacun des lots comportant une clause sociale de formation sous statut scolaire, en respectant l'exigence de lien avec l'objet du marché.

1. Encadrement de l'élève

Dans le cadre de la clause sociale de formation sous statut scolaire, l'élève bénéficiaire est sous statut scolaire. Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, l'établissement scolaire de rattachement et l'élève (ou son représentant légal).

Le titulaire du marché reçoit l'élève dans ses locaux, et désigne à cet effet un « référent entreprise » qui accompagne l'élève dans les tâches qui lui sont confiées.

L'élève est aussi accompagné par un « référent de l'Education nationale » (enseignants, CPE, référent décrochage scolaire, intervenant SRE, coordonnateur de dispositif relais).

Le référent entreprise et le référent de l'Education nationale sont en relation directe.

Dans les conditions de l'article L. 124-6 du code de l'éducation, une gratification doit être versée au stagiaire (<https://www.service-public.fr/simulateur/calcul/gratification-stagiaire>).

À tout moment, le titulaire peut aller au-delà des objectifs fixés par le marché.

2. Les étapes de mise en œuvre du stage

Lors de la réunion de lancement du marché, la clause sociale de formation sous statut scolaire est abordée (confirmation des contacts inscrits dans la « Fiche entreprise », rappel des spécificités du public concerné, adaptabilité des missions, etc.).

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, à l'initiative du référent de l'Education nationale, dès qu'un élève est présenté au titulaire. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. A cette occasion, la « fiche entreprise » – qui a une fonction de dialogue – peut être modifiée en fonction de l'élève proposé par le référent de l'Education nationale. La nouvelle « fiche entreprise » finalisée est alors transmise à l'acheteur bcpa.sdlp.safsl.sg@agriculture.gouv.fr par le titulaire.

Le titulaire transmet également à l'acheteur la convention de stage tripartite signée.

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer l'acheteur et le référent de l'Education nationale. Dans ce cas, l'acheteur et le référent de l'Education nationale étudient en concertation avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

En application de l'article L.2194-1 1° du code de la commande publique, les conditions de mise en œuvre de la clause sociale de formation sous statut scolaire pourront être revues par les parties au

contrat. Les nouvelles modalités sont décidées conjointement par l'entreprise et le référent de l'Education nationale, puis validées par l'acheteur. Ces adaptations doivent être prises en compte dans la convention de stage, par avenant le cas échéant (article D. 124-4 du code de l'éducation).

S'il le souhaite, le titulaire peut prolonger la période en entreprise, en accord avec le bénéficiaire de la clause sociale et du référent de l'Education nationale. Toutefois la durée totale du stage ne peut excéder 6 mois.

A l'issue du stage, le référent entreprise et le référent de l'Education nationale rédigent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale de formation sous statut scolaire et attestant de sa bonne exécution par le titulaire. Ce bilan est transmis à l'acheteur, accompagné de l'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisées.

L'élève bénéficiaire peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l'emploi (insertion professionnelle). Le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités de formation ou d'embauche pérenne de l'élève bénéficiaire.

3. Contrôle et évaluation de l'action de formation

Pendant et à l'issue du stage, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec l'élève bénéficiaire, et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire répond à toute demande de l'acheteur ou du référent de l'Education nationale relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pour rappel, le titulaire est tenu de transmettre en cours d'exécution à l'acheteur :

- La « fiche entreprise » modifiée, le cas échéant ;
- La convention de stage tripartite ;
- L'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisé ;
- Le bilan croisé.

Si le référent de l'Éducation nationale n'a pas présenté d'élève au titulaire, ce dernier doit en informer l'acheteur au terme de la période ferme du marché. Aucune pénalité pour inexécution des heures de formation prévues par le marché ne pourra être infligée au titulaire pour ce motif.

En cas de demande par l'acheteur, toute transmission de document lié à la clause sociale de formation sous statut scolaire est réalisée dans les dix jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

10.5 Considérations environnementales

S'agissant des échanges dématérialisés réalisés dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire s'engage à mettre en place, au plus tard à la première date anniversaire du marché, une politique veillant à réduire son impact numérique par les actions suivantes (à titre d'exemple) :

- réduction du poids des contenus hébergés sur les serveurs ;
- mise en cache des données ;
- compression des données ;
- réduction du volume de données stockées ;
- rationalisation dans l'usage des mails : réduction du nombre d'email, limitation de la taille des pièces jointes en privilégiant le partage de liens, diminution du temps de conservation des messages.
- limitation des images ;
- Utilisation du bon format d'image (par ex : jpg pour une photo) ou de fichier (pdf, format web)...

Le titulaire du marché devra mettre à disposition sous format dématérialisé les documents et livrables liés au marché. Dans le cas où les supports nécessitent d'être imprimés, ils devront l'être en papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible). En cas de recours à la reprographie, le mode recto - verso et en noir et blanc est privilégié.

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé des titulaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement (personnes morales de droit privé employant plus de cinq cents personnes, notamment) de communiquer à l'acheteur leur BEGES et plan de transition associé. Si tout ou partie de ces documents n'ont pas déjà été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document. »

Pour les déplacements des collaborateurs du titulaire sur le(s) site(s) des membres du groupement de commande en vue de l'exécution des prestations, le recours aux transports en commun (y compris train) doit être privilégié.

Le titulaire limitera l'usage des véhicules personnels notamment lorsqu'une alternative d'accès au(x) site(s) en transports en commun existe. Dans les cas exceptionnels où le recours à la voiture est retenu, le titulaire incitera ses collaborateurs à en faire un usage mutualisé ou à opter pour le covoiturage.

10.6 Traitement de données à caractère personnel

L'acheteur est responsable du traitement des données à caractère personnel. Le titulaire est sous-traitant au sens du RGPD.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le(s) titulaire(s) du présent accord-cadre s'engage(nt) à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent accord-cadre, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Précisions terminologiques :

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché.

Nature, durée, finalité et description du traitement de données à caractères personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur, les données à caractère personnel nécessaires pour l'exécution des prestations

Les données à caractère personnel sont traitées pour une durée correspondante à la durée d'exécution du présent accord-cadre.

La ou les finalité(s) du traitement sont les suivantes : la rédaction d'une fiche après chaque signalement, la réalisation des éléments de reporting.

Les types de données à caractère personnel traitées sont les réponses individuelles de chaque agent auxquelles le prestataire aura accès, les données qui peuvent être collectées sont :

- identité, fonctions et coordonnées du signalant ;
- identité, fonctions et coordonnées des personnes faisant l'objet d'une alerte ;
- éléments recueillis dans le cadre de la vérification des faits signalés ;

Les catégories de personnes concernées sont les agents des structures membres du groupement de commande.

La durée de conservation des données est de 10 ans.

Les destinataires des données sont les agents habilités du BASS pour le MASA et les agents désignés par les autres membres du groupement de commandes.

Le titulaire du marché public s'engage, notamment, à :

1. traiter les données uniquement pour les seules finalités faisant l'objet du marché public;
2. traiter les données conformément aux instructions documentées dans le dossier de consultation;
3. Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information
4. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public ;
5. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
6. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD): Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Droit d'information et exercice des droits des personnes concernées par le traitement (articles 13 à 15 du RGPD): Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données. La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec l'acheteur avant la collecte de données. Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur et dans les délais prévus par le règlement général sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

Notification des violations de données à caractère personnel (article 33 du RGPD) : Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 72 heures après en avoir pris connaissance par courrier électronique (dpo@agriculture.gouv.fr et soutienpsy.bass.sg@agriculture.gouv.fr). Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance. Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de 72 heures à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations: Le titulaire aide l'acheteur - à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données

- à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle

Mesures de sécurité: Le titulaire met en œuvre les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement

Sort des données (article 28.3.g du RGPD): Au terme de l'exécution du présent marché public, le titulaire doit détruire toutes les données à caractère personnel. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

Délégué à la protection des données (articles 37 à 39 du RGPD): Le titulaire communique à l'acheteur dès la notification du marché public le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

Registre des activités de traitement (article 30 du RGPD): Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

1. le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données
2. les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur
3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins
 - o la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
 - o des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement
 - o des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique
 - o une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Documentation (article 28.3.h du RGPD): Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits

Obligations de l'acheteur vis-à-vis du titulaire: L'acheteur s'engage à

- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD et par la loi dite « Informatique et Libertés » modifiée de la part du titulaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

10.7 Pilotage des prestations

Réunion de démarrage

La prestation débute par une réunion de démarrage au cours de laquelle le représentant de l'acheteur présente son organisation, son activité et les données disponibles (documents, supports...) relatives à la prestation, aux titulaires des trois lots.

L'objet de cette réunion est de :

- présenter l'organisation du projet;
- s'assurer de la bonne compréhension mutuelle de la prestation à mener (hypothèses, périmètre et engagement);
- agréer le mode de reporting du prestataire (mise en œuvre pratique des dispositions stipulées dans le marché : fréquence des réunions d'avancement, nature et formalisme des comptes-rendus, etc.);
- préciser les modes de communication et/ou de sollicitation du représentant de l'acheteur envers le prestataire.

Pour le suivi de la prestation, les modalités de pilotage sont définies au sein des CCTP de chaque lot.

10.8 Echange(s) et relecture des livrables

Durant la période de réalisation, et sur accord des parties, il peut y avoir des échanges entre le titulaire et l'acheteur. Ces demandes d'avis ne justifient pas une prolongation de délai d'exécution. Ils sont distincts des opérations de vérification.

10.9 Constatation de l'exécution des prestations et admission

10.9.1 Contrôle

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du CCAG de référence.

10.9.2 Opérations de vérification

Les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence.

10.9.3 Décision après vérifications

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

10.9.4 Arrêt de l'exécution des prestations

L'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations, dans les conditions prévues à l'article 22 du CCAG-PI. Il notifie alors sa décision au titulaire, et selon un préavis d'**un mois**. Cet

arrêt ne saurait donner lieu à indemnité au profit du titulaire et entraîne la résiliation du marché. Le paiement est effectué au prorata des prestations exécutées.

10.10 Garanties

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG de référence.

La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

10.11 Clause de réexamen

Les événements suivants constituent les « clauses de réexamen », visées à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique :

- Intégration d'un nouveau membre au groupement de commandes parmi les entités bénéficiaires
- Révisions des prix

10.12 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

10.12.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG de référence, et en cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités suivantes :

Des pénalités de retard propres à chaque lot sont applicables :

Lot 1 :

Désignation	Pénalités
-------------	-----------

Retard de mise en service de la ligne téléphonique mise à disposition	250 € par demi-journée de retard
Retard d'organisation d'une consultation en face à face, par téléphone ou en visioconférence Délai maximal autorisé par le CCTP : une semaine à compter de l'appel initial	100 € par jour ouvré de retard
Retard de transmission du rapport statistique mensuel par type de prestation	50 € par jour ouvré de retard
Retard de transmission du bilan annuel global quantitatif et qualitatif	50 € par jour ouvré de retard
Retard de transmission du bilan annuel de mesure du niveau de satisfaction par prestation	50 € par jour ouvré de retard

Lot 2 :

Désignation	Pénalités
Retard de mise en service de la ligne téléphonique mise à disposition	250 € par demi-journée de retard
Retard de transmission du rapport statistique mensuel par type de prestation	50 € par jour ouvré de retard
Retard de transmission du bilan annuel global quantitatif et qualitatif	50 € par jour ouvré de retard
Retard de transmission du bilan annuel de mesure du niveau de satisfaction par prestation	50 € par jour ouvré de retard

10.12.2 Pénalités liées à l'exécution de l'accord-cadre

Lot 1 :

Désignation	Pénalités
Indisponibilité de la ligne téléphonique mise à disposition	250 € par demi-journée d'indisponibilité (sur les plages d'ouverture de la ligne prévues au CCTP)
Annulation d'une consultation par le psychologue moins de 24h avant le rendez-vous fixé	400 € par annulation
Réalisation d'un entretien par un intervenant ne disposant pas de la qualification de psychologue clinicien (appel de déclenchement ou consultation)	500 € par manquement constaté
Réalisation d'une intervention au sein d'une structure par des intervenants ne disposant pas de la qualification de psychologue du travail, de psychologue des organisations, de sociologue des organisations ou d'ergonome.	500 € par manquement constaté

Lot 2 :

Désignation	Pénalités
Indisponibilité de la ligne téléphonique mise à disposition	250 € par demi-journée d'indisponibilité (sur les plages d'ouverture de la ligne prévues au CCTP)
Réalisation d'un entretien ou d'un accompagnement spécifique par des intervenants ne disposant pas de la qualification de psychologue du travail, de psychologue des organisations, de sociologue des organisations ou d'ergonome.	500 € par manquement constaté

10.12.3 Plafonnement des pénalités de retard

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10% de la valeur du bon de commande concerné.

10.12.4 Seuil d'exonération des pénalités

Conformément à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le seuil d'exonération des pénalités est fixé à 1000 euros HT pour l'ensemble du marché.

Article 11 - REGIME FINANCIER

11.1 Forme et contenu des prix

Les prix unitaires figurent dans le bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations du présent accord-cadre (notamment la mise à disposition de la ligne téléphonique dédiée) ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations (déplacements du psychologue pour les consultations en face à face, déplacements des intervenants lors des interventions sur site) ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- le suivi contractuel (comportant notamment la participation aux réunions avec les entités bénéficiaires, le rendu de tous les livrables de pilotage listés aux CCTP)

11.2 Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de remise de l'offre par le titulaire.

Les prix ne sont pas révisibles sur la durée ferme du marché, soit lors des 24 premiers mois d'exécution.

Les prix peuvent ensuite, en cas de reconduction, être révisés annuellement à la date anniversaire de l'accord-cadre.

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

Le titulaire adresse au Bureau de l'Action Sanitaire et Sociale du MASA, au plus tard trois mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre, une proposition de révision des prix par courriel ou par lettre recommandée avec accusé de réception. Il donne toutes précisions utiles justifiant les nouveaux tarifs, et fait notamment référence à sa méthode de calcul au regard de l'indice mentionné ci-dessus. Il joint à sa demande de révision le bordereau de prix unitaires révisés.

La proposition du titulaire pourra faire l'objet d'une négociation entre les parties.

L'acheteur dispose de trente jours pour agréer ou refuser la proposition du titulaire. Passé ce délai, son silence vaut acceptation des nouveaux tarifs.

En tout état de cause, la proposition de prix révisés ne pourra être supérieure au résultat de la formule de calcul suivante :

$$P = P_o (\text{ICHT REVTS} / \text{ICHT REVTS}_o)$$

dans laquelle :

- P = prix révisé
- P_o = prix fixé dans l'offre du titulaire
- ICHT REVTS_o = valeur de l'indice trimestriel du coût du travail - Coût horaire - Services administratifs, soutien (NAF rév. 2 section N) - Base 100 en 2020 (Identifiant 010762014) en vigueur au mois d'établissement des prix.
- ICHT REVTS = valeur de l'indice trimestriel du coût du travail - Coût horaire - Services administratifs, soutien (NAF rév. 2 section N) - Base 100 en 2020 (Identifiant 010762014), au moment de la demande de révision de prix.¹

En l'absence de demande d'application de la clause de révision de prix dans les conditions prévues ci-avant, aucune révision ne sera appliquée. Les prix de la période en cours continueront d'être appliqués pour la période de reconduction.

Les prix ainsi révisés n'ont pas à être constatés par avenant.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG-PI, les prix applicables sont ceux en vigueur à la date d'émission du bon de commande et sont fermes pour toute la durée de la commande concernée. Dans l'hypothèse d'une révision de prix acceptée et notifiée postérieurement à l'émission du bon de commande mais antérieurement à la fin d'exécution des prestations, ce sont les prix initiaux qui s'appliquent et non les prix révisés.

11.3 Avances

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

¹ Une valeur classée comme semi-définitive par l'INSEE pourra être acceptée par le MASA.

11.4 Modalités financières

Dans le cadre de l'exécution du marché, chaque membre du groupement est responsable :

- de l'engagement comptable du marché pour sa structure ,
- de la vérification de la conformité des prestations et de la validation du service fait des prestations,
- de l'ensemble des paiements au titulaire et des opérations associées pour assurer ce paiement ;
- du traitement de toutes les éventuelles demandes du titulaire ;
- de la gestion des éventuels litiges qui pourraient apparaître durant l'exécution du marché.

11.4.1 Répartition des paiements

Le paiement est effectué par virement administratif au compte indiqué par le titulaire dans son acte d'engagement, sur présentation de la facture, après certification du service fait. La facture est établie après exécution des prestations prévues dans le bon de commande.

Les paiements seront faits sur présentation des factures, ce seront des paiements partiels définitifs non susceptibles d'être remis en cause par les parties après son paiement.

11.4.2 Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s)

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Le comptable assignataire compétent est le contrôleur budgétaire et comptable ministériel (CBCM) rattaché au ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire pour l'exécution de l'accord-cadre sur le périmètre MASA.

Les autres membres du groupement de commandes ont leur propre comptable assignataire.

Un bon de commande peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique. Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du bon de commande revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande. Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande.

11.4.3 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé au maximum à 30 jours. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

11.5 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par chaque membre du groupement.

Chaque membre du groupement est responsable du paiement des prestations qu'il commande.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

11.5.1 Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

- le code du service exécutant (différent selon l'entité bénéficiaire)
- la référence du marché (SRH-2024-061)
- le numéro d'engagement juridique
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- la date de réalisation de la prestation

11.5.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

11.5.3 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

11.5.4 Suivi financier de l'accord-cadre

Afin de permettre aux bénéficiaires de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de :

- produire un état semestriel de la consommation, tous bénéficiaires confondus ou par bénéficiaire le cas échéant ;
- produire un état de la consommation à date, à la demande d'une des entités bénéficiaires, dans un délai maximal de 3 jours calendaires à compter de cette demande ;

11.5.5 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;

- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

11.5.6 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

2) **Mode service ou API** (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) **Mode EDI** (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1/>

rubrique « nous contacter »

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

assistance.chorus.sg@agriculture.gouv.fr

Comment déposer sa facture dans CHORUS-PRO ?

Dans la rubrique "Déposer facture", le champs "Cadre de facturation" permet d'identifier le profil du déposant:

titulaire: A1

sous-traitant: A9

co-traitant: A12

Dans la rubrique "Déposer facture", le champs "Destinataire de la facture"

- Le destinataire est-il l'Etat ? : OUI

- SIRET: 110 002 011 00044

- Code service: **à demander à l'entité bénéficiaire**

- Pour une facture de sous-traitance ou co-traitance, vous devrez saisir, en plus du SIRET du destinataire de la facture, le SIRET du mandataire ou titulaire selon le cas.

Une fois la facture envoyée au titulaire par le sous-traitant ou le co-traitant via l'espace facture émise, celle-ci doit être validée par le titulaire ou mandataire selon qu'il s'agisse d'une sous-traitance ou une co-traitance. Le titulaire la transmet ensuite à son tour au service financier du membre du groupement de commandes concerné afin que la facture soit mise en paiement.

Important : Dans la rubrique "Déposer facture", dans le champ "Références" le numéro d'engagement correspond au numéro à 10 chiffres communiqué par l'acheteur lors de la notification du marché. Si votre marché s'exécute par bon de commande, il s'agit du n° d'engagement propre au bon de commande figurant en haut à droite du document (numéro commençant par 14).

Article 12 - DISPOSITIONS DIVERSES

12.1 Forme des notifications et des informations

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

En cas de dématérialisation, les échanges se font par email.

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception et privilégiera la dématérialisation.

12.2 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

12.3 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>)

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande. A défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par le CCAG de référence.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'acheteur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAJ <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>, sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'acheteur (contre récépissé ou lettre recommandée).

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

12.4 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Par dérogation au CCAG de référence, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances dès la remise de son offre.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers. Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

12.5 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;

– aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiés à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.com>

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

12.6 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Le marché public peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Il peut également être résilié, en plus des dispositions prévues au CCAG de référence, en cas de non-respect de l'obligation de confidentialité qui incombe au titulaire.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de **5%**.

La résiliation de l'accord-cadre n'entraîne pas la résiliation d'une prestation en cours qui doit être exécutée jusqu'à son terme.

12.7 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

12.8 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

12.9 Litiges et contentieux

Le présent marché public est soumis au droit français.

Tout litige dans le cadre du présent marché est soumis au tribunal administratif de Paris pour les aspects concernant les modalités d'exécution du marché.

Article 13 - DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après:

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
9.11.1	14	Pénalités de retard
9.11.2	14	Pénalités de retard
9.11.3	14	Plafonnement des pénalités de retard
12.4	18.2	Remise attestation assurance